

Monsieur le Président et Messieurs les ministres,

La région de l'Asie-Pacifique se caractérise par des échanges commerciaux croissants et dynamiques. Nos marchés font l'objet de changements radicaux, et nos compagnies s'emploient à s'adapter aux nouvelles réalités de la concurrence mondiale. La plupart des pays de la Coopération économique Asie-Pacifique (CEAP) ont libéralisé leurs marchés intérieurs dans le cadre d'efforts à long terme pour accroître la compétitivité et la prospérité. À cette fin, la plupart d'entre nous avons participé aux négociations internationales de l'Uruguay Round. Certains d'entre nous, dont le Canada, ont également pris des mesures pour accélérer le processus de libéralisation du commerce en concluant de nouveaux accords commerciaux régionaux.

Dans ce nouveau contexte, je tiens à vous expliquer aujourd'hui l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) que mes deux collègues, Carla Hills et Jaime Serra, et moi avons annoncé il y a moins d'un mois. Je tiens également à vous assurer que l'ALENA s'inscrit parfaitement dans le cadre multilatéral du GATT et qu'il servira les intérêts des pays de l'Asie-Pacifique.

Permettez-moi tout d'abord de vous dire quelques mots sur la priorité numéro un du Canada en matière de commerce, soit l'Uruguay Round. Notre approche globale de la politique commerciale dans le cadre du GATT est logique. Le Canada est une importante nation commerçante, exportant et important des biens et des services dans toutes les régions du monde. En fait, depuis ma nomination au poste de ministre du Commerce extérieur, il y a un an et demi, j'ai dirigé des missions commerciales aux États-Unis, en Europe de l'Ouest, en Europe centrale et de l'Est, en Russie et dans plusieurs des pays nouvellement indépendants de l'ancienne URSS, au Mexique, au Japon, en Corée, en Malaisie et au Vietnam. Ces voyages et les discussions que j'ai eues avec les gens d'affaires et les décideurs de ces pays m'ont fait prendre conscience plus que jamais de la nécessité d'un cadre international efficace et moderne pour la conduite et l'expansion des activités liées au commerce.

En tant que nation commerçante dont près du tiers de l'activité économique dépend du commerce, le Canada a été probablement plus déçu que tout autre pays du fait que la communauté internationale n'ait pas encore réussi à conclure l'Uruguay Round.

Cela dit, il est important, à mon avis, de nous rappeler les progrès considérables réalisés dans les négociations depuis notre rencontre de novembre dernier, à Seoul. Je parle évidemment du texte Dunkel de décembre dernier, de l'Accord de la Communauté européenne sur la réforme agricole, de la réduction des divergences entre la CE, les États-Unis et le groupe Cairns sur l'agriculture et du fait que les dirigeants du G-7 ont dit à Munich, en juillet, avoir bon espoir que l'Uruguay Round sera conclu d'ici la fin de l'année.